

deuxième ligne du tramway : tout comprendre (3/3)

Qu'est-ce qu'une enquête publique ?

Alors que l'enquête publique pour la deuxième ligne de tram, qui reliera La Riche à Chambray en passant par Tours, s'ouvre ce lundi, deux commissaires enquêteurs décryptent cette procédure.

Le top départ de l'enquête publique sur la deuxième ligne de tramway de la Métropole de Tours sera donné lundi 23 septembre 2024 à 14 h ; elle durera jusqu'au jeudi 31 octobre, à 17 h. Pendant une quarantaine de jours, les habitants sont appelés à donner leur avis, en ligne, par e-mail, ou encore par courrier, sur la ligne B, qui devrait relier La Riche à Chambray-les-Tours, en passant par Tours.

À la fin de l'enquête, des conclusions et un avis motivé



L'avis d'enquête publique est visible un peu partout dans les communes concernées par la deuxième ligne de tramway. (Photo NR, Bastien David)

« Une enquête publique est nécessaire lorsqu'un grand projet impacte l'environnement ou l'urbanisme, résume Jean-Louis Meterreau, le président de la Compagnie départementale des commissaires-enquêteurs (CDCE) d'Indre-et-Loire. Ces projets intéressent le public et peuvent avoir des impacts sur des intérêts, comme c'est le cas pour le tramway de Tours, avec les riverains du boulevard Jean-Royer. »

« L'enquête publique est très structurée dans les textes de loi », insiste de son côté Jean-

Pierre Viroulaud, trésorier de la CDCE. Celle sur le tramway portera sur quatre objets : la mise en compatibilité des Plans locaux d'urbanisme de Tours et Chambray-les-Tours, le parcellaire des personnes impactées par les travaux, l'atteinte à l'alignement des arbres et la dérogation à la protection des espèces protégées. Pendant cette période, les commissaires enquêteurs vont organiser des permanences, des réunions publiques et re-

cueillir les observations des habitants. « Ils vont prendre le pouls de la population », explique Jean-Pierre Viroulaud. « Et pour cette enquête publique, les commissaires vont innover, puisqu'ils tiendront une permanence hors les murs, sur le marché de la place de Strasbourg, jeudi 26 septembre, poursuit Jean-Louis Meterreau. C'est un endroit où l'on trouve un certain nombre d'opposants, alors c'est une manière de venir à leur rencontre. »

Une fois la période de consultation terminée, « le président de la commission d'enquête aura trente jours pour rendre un rapport et rendre un avis éclairé, nuancé, nourri d'un mois de consultation, poursuit le trésorier de la CDCE. Il peut également émettre des réserves, voire des recommandations. »

« Pas obligée de suivre cet avis »

L'avis rendu, qu'il soit favorable

le chiffre
20
C'est, en kilogrammes, le poids du dossier de l'enquête publique sur la deuxième ligne de tram de la Métropole de Tours. « Cela représente plus de 4.000 pages », indique Jean-Louis Meterreau, président de la CDCE d'Indre-et-Loire.

ble ou non, doit en tout cas « être suffisamment motivé. C'est le plus important. »

Les conclusions du commissaire enquêteur seront ensuite transmises au tribunal administratif, à l'autorité organisatrice de l'enquête (ici, la préfecture), et au porteur de projet (le Syndicat des mobilités de Touraine, ou SMT). « L'instance décisionnaire n'est pas obligée de suivre cet avis, mais si elle n'en tient pas compte, cela doit être motivé, notamment en cas de recours », insiste Jean-Pierre Viroulaud. Une fois le rapport transmis et enregistré par le tribunal administratif, le travail des commissaires enquêteurs s'arrête. Le dossier de l'enquête ainsi que ses conclusions resteront consultables pendant un an à la préfecture ou en mairie.

Bastien David

billet

Le sablier

Les habitants de la Métropole voient leurs élus en débattre depuis 2017 au sein du conseil métropolitain et des conseils municipaux. Mais ils n'avaient pas encore eu le droit à la parole. C'est maintenant chose faite à compter de ce lundi. Ils auront un peu moins de quarante jours pour s'exprimer du sujet, se faire un avis et pouvoir l'exprimer auprès des commissaires enquêteurs dans les lieux dédiés. Une tâche ardue, surtout s'ils souhaitent s'emparer des milliers de pages techniques que contient le dossier relatif à l'enquête publique. Sans compter le délai, finalement très court au regard de l'ampleur du dossier et de son importance pour l'avenir de la métropole tourangelles et de son attractivité. En espérant que les habitants se sentent concernés, après des années d'atermoiements politiques. Le compte à rebours est lancé.

Pierre Veillé

... Le rôle du commissaire enquêteur

Organisés en compagnies départementales, les commissaires enquêteurs animent les enquêtes publiques. Jean-Louis Meterreau, président de la Compagnie d'Indre-et-Loire, et Jean-Pierre Viroulaud, trésorier de l'association, décryptent cette fonction méconnue.

Quel est le rôle du commissaire enquêteur ?

« Par définition, il n'est expert de rien, mais il doit donner un avis sur tout, indique Jean-Pierre Viroulaud. Il faut savoir organiser des permanences et des réunions publiques, savoir renseigner et écouter les gens. Mais le plus important, c'est de s'approprier le projet et les observations du public, afin de pouvoir rendre un avis, favorable ou non, qui soit motivé. Il faut se forger une intime conviction, en s'appuyant sur les aspects pour et les aspects contre. »

Quelles sont les qualités requises pour devenir commissaire enquêteur ?

« La qualité première, c'est l'im-



Jean-Pierre Viroulaud et Jean-Louis Meterreau, trésorier et président de la Compagnie départementale des commissaires enquêteurs d'Indre-et-Loire. (Photo NR, Julien Pruvost)

partialité, insiste Jean-Louis Meterreau. Pour le tram de Tours, aucun des trois commissaires enquêteurs n'habite la

Métropole ou n'a d'attache ou d'intérêt avec le projet. Il faut aussi savoir faire preuve de neutralité, lorsqu'un projet crée des

B. D.